

Arrêté portant règlement électoral

Scrutin des 28 et 29 novembre 2023 – Conseil d'administration et conseils des composantes

La présidente,

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L712-3 (CA, L713-3 (UFR), L713-9 (IUT et ENSIBS), L719-1 et L719-2, D713-1 à D713-4 (IUT et ENSIBS) et D719-1 à D719-40 ;
Vu le décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État ;
Vu le décret n°2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
Vu la délibération n°2019-053 du 25 avril 2019 de la commission nationale de l'informatique et des libertés portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet ;
Vu les statuts modifiés de l'université Bretagne Sud ;
Vu les statuts modifiés de l'UFR DSEG ;
Vu les statuts modifiés de l'UFR LLSHS ;
Vu les statuts modifiés de l'UFR SSI ;
Vu les statuts modifiés de l'IUT de Vannes ;
Vu les statuts modifiés de l'IUT de Lorient ;
Vu les statuts modifiés de l'ENSIBS ;
Vu la délibération-cadre n°03-2012 du conseil d'administration sur les inscriptions volontaires sur les listes électorales modifiée par délibération n°108-2015 du conseil d'administration du 6 novembre 2015 ;
Vu l'arrêté électoral n°071-2021 du 8 juillet 2021 portant organisation et mise en œuvre du vote électronique à l'université Bretagne Sud ;
Vu l'avis du comité électoral consultatif du 20 octobre 2023 ;

Arrête

Le présent règlement fixant les modalités de déroulement des opérations électorales des prochaines élections aux instances suivantes :

- Conseil d'administration (élections partielles) ;
- Conseil de l'UFR DSEG (élections générales) ;
- Conseil de l'UFR LLSHS (élections générales du collège des usagers et partielles) ;
- Conseil de l'UFR SSI (élections générales du collège des usagers et partielles) ;
- Conseil de l'IUT de Vannes (élections partielles) ;
- Conseil de l'IUT de Lorient (élections générales) ;
- Conseil de l'ENSIBS (élections générales).



Sommaire

TITRE I. OBJET DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES	4
Chapitre 1. Date et lieu des opérations électorales.....	4
Chapitre 2. Sièges à pourvoir	4
Chapitre 3. Mandats.....	5
Section I. Durée des mandats	5
Section II. Dates de début des mandats	5
Section III. Dates prévisionnelles des mandats des sièges à pourvoir	6
TITRE II. CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE.....	8
Chapitre 1. Qualité d'électeur.....	8
Section I. Inscription d'office par l'administration sur les listes électorales	8
Section II. Inscription sur demande de l'électeur sur les listes électorales	9
Chapitre 2. Composition des collèges	10
Section I. Dispositions générales.....	10
Section II. Composition des collèges du conseil d'administration, des conseils d'UFR et du conseil de l'école	10
Section III. Composition des collèges des conseils d'instituts	11
Chapitre 3. Rattachement des électeurs à une composante	12
Chapitre 4. Listes électorales	13
Section I. Établissement des listes électorales	13
Section II. Révision des listes électorales	13
TITRE III. CANDIDATURES.....	13
Chapitre 1. Modalités de dépôt des candidatures	13
Section I. Date et lieux du dépôt des candidatures	14
Section II. Pièces jointes au dossier de candidature.....	14
Section III. Rectification des candidatures par les candidats	15
Chapitre 2. Recevabilité des candidatures.....	15
Section I. Dispositions communes à toutes les candidatures.....	15
Section II. Dispositions spécifiques aux listes de candidats	16
Chapitre 3. Contrôles des candidatures opérés par l'administration	17
Section I. Contrôle de la régularité des candidatures.....	17
Section II. Contrôle de l'éligibilité des candidats	17
Section III. Affichage des candidatures déclarées recevables	18
Chapitre 4. Campagne électorale.....	18
TITRE IV. MODALITÉS DE VOTE	19
Chapitre 1. Opérations électorales par voie électronique.....	19



Section I. Bureaux de vote	19
Section II. Scellement du système de vote	20
Section III. Procédure d'expression du droit de vote.....	21
Section IV. Assistance de proximité et assistance technique.....	21
Section V. Mise à disposition de postes informatiques	22
Section VI. Clôture du scrutin et dépouillement	22
Chapitre 2. Modes de scrutin	23
Section I. Interdiction généralisée du panachage et du vote préférentiel	23
Section II. Scrutins de listes à un tour.....	23
Section III. Scrutins uninominaux à un tour.....	25
TITRE V. DISPOSITIONS FINALES	26
Chapitre 1. Traitement de données personnelles	26
Chapitre 2. Proclamation des résultats	26
Chapitre 3. Voies de recours contre les élections	27
Chapitre 4. Publication et exécution.....	27



TITRE I. OBJET DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES

Chapitre 1. Date et lieu des opérations électorales

Article 1. La présidente de l'université Bretagne Sud (UBS) convoque l'ensemble des électeurs à procéder à l'élection de leurs représentants :

Du mardi 28 novembre, 9h00 au mercredi 29 novembre 2023, 16h00

Par voie électronique sur la plateforme dédiée à l'adresse suivante : <https://univ-ubs.legavote.fr>

Chapitre 2. Sièges à pourvoir

Article 2. Au sein du **conseil d'administration de l'UBS**, 1 siège est à pourvoir dans le collège des usagers, ce siège étant pourvu d'un titulaire et d'un suppléant.

Article 3. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté DSEG**, 19 sièges sont à pourvoir, répartis comme suit au sein des collèges suivants :

- 6 sièges dans le collège A (professeurs des universités et assimilés) ;
- 6 sièges dans le collège B (autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés) ;
- 2 sièges dans le collège des personnels BIATSS ;
- 5 sièges dans le collège des usagers, chacun des sièges étant pourvu d'un titulaire et d'un suppléant.

Article 4. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté LLSHS**, 6 sièges sont à pourvoir, répartis comme suit au sein des collèges suivants :

- 1 siège dans le collège des personnels BIATSS ;
- 5 sièges dans le collège des usagers, chacun des sièges étant pourvu d'un titulaire et d'un suppléant.

Article 5. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté SSI**, 5 sièges sont à pourvoir, répartis comme suit au sein des collèges suivants :

- 2 sièges dans le collège B (autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés) ;
- 3 sièges dans le collège des usagers, chacun des sièges étant pourvu d'un titulaire et d'un suppléant.

Article 6. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Vannes**, 4 sièges sont à pourvoir, répartis comme suit au sein des collèges suivants :

- 1 siège dans le collège des autres enseignants ;
- 2 sièges dans le collège des chargés d'enseignement ;
- 1 siège dans le collège des usagers, ce siège étant pourvu d'un titulaire et d'un suppléant.



Article 7. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Lorient-Pontivy**, 22 sièges sont à pourvoir, répartis comme suit au sein des collèges suivants :

- 3 sièges dans le collège des professeurs d'université et personnels assimilés ;
- 3 sièges dans le collège des autres enseignants-chercheurs et personnels assimilés ;
- 5 sièges dans le collège des autres enseignants ;
- 2 sièges dans le collège des chargés d'enseignement ;
- 4 sièges dans le collège des personnels BIATSS ;
- 5 sièges dans le collège des usagers, chacun des sièges étant pourvu d'un titulaire et d'un suppléant.

Article 8. Au sein du **conseil de l'école de l'ENSIBS**, 11 sièges sont à pourvoir, répartis comme suit au sein des collèges suivants :

- 3 sièges dans le collège A (professeurs des universités et assimilés) ;
- 3 sièges dans le collège B (autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés) ;
- 2 sièges dans le collège des personnels BIATSS ;
- 3 sièges dans le collège des élèves ingénieurs, chacun des sièges étant pourvu d'un titulaire et d'un suppléant.

Chapitre 3. Mandats

Section I. Durée des mandats

Article 9. Dans le cadre d'un renouvellement général d'un collège de représentants des personnels d'un conseil, la durée du mandat est de quatre ans.

Dans le cadre d'un renouvellement général d'un collège de représentants des usagers d'un conseil, la durée des mandats est de deux ans.

Article 10. Dans le cadre d'un renouvellement partiel d'un collège d'un conseil, les candidats sont élus pour la durée des mandats restant à courir.

Article 11. Les membres des conseils siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

Section II. Dates de début des mandats

Article 12. Dans le cadre d'un renouvellement général d'un collège d'un conseil de composante, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté débutent au jour de la proclamation des résultats sous réserve que les mandats des membres sortants soient expirés.

Article 13. Dans le cadre d'un renouvellement partiel d'un collège d'un conseil, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté débutent au jour de la proclamation des résultats.



Section III. Dates prévisionnelles des mandats des sièges à pourvoir

Article 14. Les dates prévues au sein de la présente section ont une portée indicative et sont exprimées à titre prévisionnel, sous toutes réserves de modifications des calendriers électoraux ou institutionnels ou de tout autre évènement ayant un impact sur les mandats des représentants élus.

Article 15. La date prévisionnelle de la proclamation des résultats des élections organisées par le présent arrêté est fixée au 1^{er} décembre 2023.

I - Dates prévisionnelles des mandats au sein du conseil d'administration

Article 16. Au sein du **conseil d'administration** de l'UBS, les mandats des **représentants des usagers élus** expirent au 1^{er} juillet 2024.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement partiel du collège des usagers du conseil d'administration, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 1^{er} juillet 2024.

II - Dates prévisionnelles des mandats au sein du conseil d'UFR de la Faculté DSEG

Article 17. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté DSEG**, les mandats des **représentants des personnels élus** expirent au 28 novembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général des collèges de représentants des personnels du conseil d'UFR de la Faculté DSEG, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2027.

Article 18. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté DSEG**, les mandats des **représentants des usagers élus** expirent au 28 novembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général du collège des usagers du conseil d'UFR de la Faculté DSEG, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2025.

III - Dates prévisionnelles des mandats au sein du conseil d'UFR de la Faculté LLSHS

Article 19. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté LLSHS**, les mandats des **représentants des personnels élus** expirent au 20 novembre 2025.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement partiel d'un collège de représentants des personnels du conseil d'UFR de la Faculté LLSHS, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 20 novembre 2025.

Article 20. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté LLSHS**, les mandats des **représentants des usagers élus** expirent au 25 novembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général du collège des usagers du conseil d'UFR de la Faculté LLSHS, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2025.



IV - Dates prévisionnelles des mandats au sein du conseil d'UFR de la Faculté SSI

Article 21. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté SSI**, les mandats des **représentants des personnels élus** expirent au 18 novembre 2025.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement partiel d'un collège de représentants des personnels du conseil d'UFR de la Faculté SSI, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 18 novembre 2025.

Article 22. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté SSI**, les mandats des **représentants des usagers élus** expirent au 18 novembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général du collège des usagers du conseil d'UFR de la Faculté SSI, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2025.

V - Dates prévisionnelles des mandats au sein du conseil d'institut de l'IUT de Vannes

Article 23. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Vannes**, les mandats des **représentants des personnels élus** expirent au 17 novembre 2026.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement partiel d'un collège de représentants des personnels du conseil d'institut de l'IUT de Vannes, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 17 novembre 2026.

Article 24. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Vannes**, les mandats des **représentants des usagers élus** expirent au 17 novembre 2024.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement partiel du collège des usagers du conseil d'institut de l'IUT de Vannes, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 1^{er} décembre 2023 au 17 novembre 2024.

VI - Dates prévisionnelles des mandats au sein du conseil d'institut de l'IUT de Lorient-Pontivy

Article 25. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Lorient-Pontivy**, les mandats des **représentants des personnels élus** expirent au 16 décembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général des collèges de représentants des personnels du conseil d'institut de l'IUT de Lorient-Pontivy, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 17 décembre 2023 au 16 décembre 2027.

Article 26. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Lorient-Pontivy**, les mandats des **représentants des usagers élus** expirent au 16 décembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général du collège des usagers du conseil d'institut de l'IUT de Lorient-Pontivy, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 17 décembre 2023 au 16 décembre 2025.



VII - Dates prévisionnelles des mandats au sein du conseil de l'école de l'ENSIBS

Article 27. Au sein du **conseil de l'école de l'ENSIBS**, les mandats des **représentants des personnels élus** expirent au 8 décembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général des collèges de représentants des personnels du conseil de l'école de l'ENSIBS, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 9 décembre 2023 au 8 décembre 2027.

Article 28. Au sein du **conseil de l'école de l'ENSIBS**, les mandats des **représentants des usagers élus** expirent au 8 décembre 2023.

En conséquence, dans le cadre du renouvellement général du collège des usagers du conseil de l'école de l'ENSIBS, les mandats des candidats élus suite aux élections organisées par le présent arrêté courent du 9 décembre 2023 au 8 décembre 2025.

TITRE II. CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

Article 29. Le droit de suffrage est subordonné à l'inscription sur une liste électorale.

L'inscription sur une liste électorale est acquise, d'office ou sur demande de l'intéressé, lorsqu'une personne a la qualité d'électeur et qu'elle appartient à un collège concerné par les opérations électorales organisées par le présent arrêté.

Chapitre 1. Qualité d'électeur

Article 30. Conformément aux dispositions de l'article D719-7 et suivants Code de l'éducation susvisé, deux types d'inscriptions doivent être identifiés pour les élections :

- Les inscriptions d'office auxquelles procèdent les services compétents de l'université ;
- Les inscriptions volontaires, à la demande des personnels et des usagers concernés.

Section I. Inscription d'office par l'administration sur les listes électorales

Article 31. Sont **inscrits d'office** par l'administration sur les listes électorales, au sein des collèges correspondants, les catégories d'électeurs suivantes :

I - Enseignants-chercheurs et enseignants

- Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement ou la composante, ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée. Cette catégorie inclut les enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'une décharge d'activité de service ou d'un congé pour recherches ou conversions thématiques ainsi que ceux placés en délégation ;
- Les agents contractuels recrutés par l'université pour exercer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche, bénéficiant d'un CDI, sous réserve qu'ils effectuent dans l'établissement ou la composante un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, soit 64h équivalent TD, appréciées sur l'année universitaire de référence, telle que définie par l'article 3 de la délibération-cadre susvisée ;



- Les enseignants contractuels recrutés sur des emplois vacants de professeurs du second degré en CDI sous réserve qu'ils effectuent dans l'établissement ou la composante un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations de référence, soit 128h équivalent TD, apprécié sur l'année universitaire, telle que définie par l'article 3 de la délibération-cadre susvisée.

II - Chercheurs

- Les chercheurs des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique, de recherche, qu'ils soient fonctionnaires ou personnels contractuels recrutés en CDD ou CDI dès lors qu'ils sont affectés à une unité de recherche de l'université ou que cette unité de recherche fasse partie de la composante concernée par l'élection ;
- Les personnels de recherche contractuels recrutés par l'université en CDI exerçant des activités d'enseignement ou de recherche à l'université, dès lors que leurs activités d'enseignement sont au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 64h équivalent TD) ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L952-24 du Code de l'éducation.

III - Personnels BIATSS

- Les personnels BIATSS titulaires affectés en position d'activité dans l'établissement ou la composante ou qui y sont détachés ou mis à disposition, à condition qu'ils ne soient pas en congé de longue durée ;
- Les personnels BIATSS contractuels en CDI ou en CDD sous réserve d'être affectés dans l'établissement ou la composante et de ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles. Ils doivent être en fonctions à la date du scrutin pour une durée minimum de 10 mois et assurer un service au moins égal à un mi-temps. Les dispositions de l'article D719-15 du Code de l'éducation n'impliquent pas que l'agent soit en fonctions depuis au moins 10 mois dans l'établissement pour pouvoir être électeur.

IV - Usagers

- Les étudiants régulièrement inscrits dans l'établissement ou la composante en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours ;
- Les personnes bénéficiant de la formation continue, régulièrement inscrites dans l'établissement ou la composante en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.

Section II. Inscription sur demande de l'électeur sur les listes électorales

Article 32. Les **inscriptions volontaires**, sur demande présentée dans les conditions précisées par le présent règlement, concernent notamment les catégories d'électeurs suivantes :

I - Enseignants-chercheurs et enseignants

- Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires extérieurs à l'établissement assurant respectivement au moins 64h équivalent TD d'enseignement et 128h équivalent TD d'enseignement dans l'établissement ou la composante ;
- Les personnels enseignants non titulaires, contractuels à durée déterminée ou vacataires (ATER, associés, invités, chargés d'enseignement vacataires, agents temporaires vacataires, lecteurs, maîtres de langues, doctorants contractuels...) assurant un service



d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, soit au moins 64h équivalent TD d'enseignement dans l'établissement ou la composante ;

- Les personnels enseignants-chercheurs stagiaires.

II - Chercheurs

- Les personnels de recherche contractuels recrutés par l'établissement en CDD exerçant des activités d'enseignement ou de recherche à l'université, dès lors que leurs activités d'enseignement sont au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 64h équivalent TD) ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein.
- Les post-doctorants recrutés par l'université comme personnels de recherche exerçant des activités d'enseignement ou de recherche à l'université, dès lors que leurs activités d'enseignement sont au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 64h équivalent TD) ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein.

III - Usagers

- Les auditeurs, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits à ce titre et qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants.

Chapitre 2. Composition des collèges

Section I. Dispositions générales

Article 33. Pour être inscrit dans un collège, un personnel ou un usager doit avoir la qualité d'électeur dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 34. Nul ne peut disposer de plus d'un suffrage par conseil.

Nul ne peut être inscrit sur les listes électorales de plusieurs collèges d'un même conseil

Nul ne peut être ni électeur ni éligible dans le collège des usagers s'il appartient à un autre collège de l'établissement.

Section II. Composition des collèges du conseil d'administration, des conseils d'UFR et du conseil de l'école

Article 35. Au sein du conseil d'administration, des conseils d'UFR et du conseil de l'école, les quatre collèges électoraux sont répartis en fonction de la catégorie de l'électeur.

Article 36. Le **collège A** (professeurs des universités et assimilés) comprend :

- Les professeurs des universités et les personnels assimilés ;
- Les personnes recrutées en qualité de professeurs des universités associés ou invités ;
- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L954-3 du Code de l'éducation pour exercer des fonctions d'enseignement, de recherche, ou d'enseignement et de recherche équivalent à des fonctions du niveau de professeurs des universités ;
- Les chercheurs qui exercent des fonctions équivalentes à celles des directeurs de recherche.



Article 37. Le **collège B** (autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés) comprend :

- Les maîtres de conférences et personnels assimilés ;
- Les personnels recrutés en qualité de maîtres de conférences associés ou invités ;
- Les enseignants du second degré affectés à l'établissement ;
- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L954-3 du Code de l'éducation pour exercer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche équivalent à des fonctions du niveau de maîtres de conférences ;
- Les enseignants contractuels sur postes vacants de PRAG ou PRCE ;
- Les chargés d'enseignement vacataires ;
- Les agents temporaires vacataires ;
- Les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) ;
- Les doctorants contractuels ;
- Les lecteurs et maîtres de langue étrangère ;
- Les chercheurs qui exercent des fonctions du niveau de chargé de recherche ;
- Les conservateurs généraux des bibliothèques ;
- Les conservateurs des bibliothèques.

Article 38. Le **collège des personnels BIATSS** comprend :

- Les personnels IATSS (Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé) ;
- Les agents non titulaires administratifs ou techniques ;
- Les personnels des bibliothèques autres que les personnels scientifiques des bibliothèques (conservateurs généraux et conservateurs).

Article 39. Le **collège des usagers** comprend :

- Les étudiants régulièrement inscrits dans l'établissement ou la composante ;
- Les personnes bénéficiant de la formation continue ;
- Les auditeurs.

Section III. Composition des collèges des conseils d'instituts

Article 40. Au sein des conseils d'instituts, les six collèges électoraux sont répartis en fonction de la catégorie de l'électeur, les enseignants-chercheurs et enseignants étant répartis dans quatre collèges distincts.

Article 41. Le **collège des professeurs d'université et personnels assimilés** comprend :

- Les professeurs des universités et les personnels assimilés ;
- Les personnes recrutées en qualité de professeurs des universités associés ou invités ;
- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L954-3 du Code de l'éducation pour exercer des fonctions d'enseignement, de recherche, ou d'enseignement et de recherche équivalent à des fonctions du niveau de professeurs des universités ;
- Les chercheurs qui exercent des fonctions équivalentes à celles des directeurs de recherche.

Article 42. Le **collège des autres enseignants-chercheurs et personnels assimilés** comprend :

- Les maîtres de conférences et personnels assimilés ;
- Les personnels recrutés en qualité de maîtres de conférences associés ou invités ;
- Les chercheurs qui exercent des fonctions du niveau de chargé de recherche ;



- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L954-3 du Code de l'éducation pour exercer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche équivalent à des fonctions du niveau de maîtres de conférences ;
- Les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) ;
- Les doctorants contractuels.

Article 43. Le **collège des autres enseignants** comprend :

- Les enseignants du second degré affectés dans la composante ;
- Les enseignants contractuels recrutés sur des emplois vacants de professeurs du second degré ;
- Les lecteurs et maîtres de langue étrangère.

Article 44. Le **collège des chargés d'enseignement** comprend :

- Les chargés d'enseignement vacataires ;
- Les agents temporaires vacataires.

Article 45. Le **collège des personnels BIATSS** comprend :

- Les personnels IATSS (Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé) ;
- Les agents non titulaires administratifs ou techniques ;
- Les personnels des bibliothèques autres que les personnels scientifiques des bibliothèques (conservateurs généraux et conservateurs).

Article 46. Le **collège des usagers** comprend :

- Les étudiants régulièrement inscrits à l'IUT ;
- Les personnes bénéficiant de la formation continue ;
- Les auditeurs.

Chapitre 3. Rattachement des électeurs à une composante

Article 47. Nul ne peut exercer plus de deux fois son droit de vote pour l'élection des conseils de composantes (UFR, IUT et école d'ingénieurs).

Article 48. Un enseignant-chercheur ou un enseignant titulaire affecté en position d'activité dans l'université et qui accomplit son service d'enseignement dans plusieurs composantes, ou qui accomplit un service d'enseignement dans une composante de l'université et des activités de recherche dans une autre composante est électeur dans deux composantes au plus, quel que soit le nombre d'heures d'enseignement accomplies ou le nombre d'heures consacrées à la recherche dans la composante correspondante.

Article 49. Un enseignant-chercheur ou un enseignant devant justifier au minimum d'un tiers de service d'enseignement qui effectue ses activités d'enseignement dans plusieurs composantes et qui n'accomplit dans aucune de ces composantes un nombre d'heures d'enseignement correspondant au tiers des obligations de référence est autorisé à exercer son droit de vote dans la composante de son choix, dès lors qu'il effectue bien dans l'établissement au total un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence.



Article 50. Un personnel BIATSS affecté concomitamment dans deux composantes peut choisir la composante dans laquelle il exerce son droit de vote.

Article 51. Chaque usager ne peut être électeur que dans une unité de formation et de recherche, un institut ou une école interne à l'établissement.

Chapitre 4. Listes électorales

Section I. Établissement des listes électorales

Article 52. Les listes électorales sont établies par les services de l'université en inscrivant, soit d'office, soit sur la demande de l'intéressé, toute personne ayant la qualité d'électeur et appartenant à un des collèges concernés par les opérations électorales organisées par le présent arrêté.

Article 53. Les listes électorales sont affichées à la présidence de l'université à Vannes au plus tard le

8 novembre 2023.

Elles sont mises en ligne sur intranet sur les pages du service des affaires statutaires et juridiques à la même date.

Les électeurs sont fortement invités à contrôler les listes électorales.

Section II. Révision des listes électorales

Article 54. Les personnels et les usagers dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une **demande d'inscription** de leur part doivent avoir fait cette demande au plus tard cinq jours francs avant la date du scrutin auquel ils souhaitent participer, soit au plus tard le 23 novembre 2023, 23h59.

Article 55. Toute personne ayant la qualité d'électeur, d'office ou sur demande d'inscription, et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander à faire procéder à la **rectification** des listes électorales au plus tard le 24 novembre 2023, 23h59.

Article 56. Toute demande d'inscription ou de rectification des listes électorale est directement faite sur la plateforme de vote à l'adresse suivante : <https://univ-ubs.legavote.fr/subscriptions>.

TITRE III. CANDIDATURES

Chapitre 1. Modalités de dépôt des candidatures

Article 57. Le dépôt de listes de candidats ou les candidatures individuelles sont obligatoires.



Section I. Date et lieux du dépôt des candidatures

Article 58. La date limite de dépôt des listes ou des candidatures individuelles est fixée au

9 novembre 2023, 12h00.

Il est fortement conseillé de déposer les candidatures au plus vite et au moins quelques jours avant la date limite afin de ménager un temps d'instruction et de résolution des éventuelles difficultés rencontrées lors du dépôt et de la vérification de la recevabilité des candidatures.

Article 59. Les listes de candidatures ou les candidatures individuelles sont saisies sur la plateforme de vote à l'adresse suivante <https://univ-ubs.legavote.fr/candidates>.

Le dossier de candidature est automatiquement généré et est :

- Soit signé électroniquement par tous les candidats et transmis directement en ligne au service des affaires statutaires et juridiques ;
- Soit imprimé et signé manuellement par tous les candidats et adressées par courriel au service des affaires statutaires et juridiques (sasj@listes.univ-ubs.fr) qui en accuse réception ou remis sur rendez-vous contre accusé de réception du mardi au jeudi de 9h à 12h et de 14h à 16h auprès de Mme Laure DARLEON, chargée des affaires statutaires et juridiques, à Vannes.

Article 60. Chaque dossier de candidature comprenant l'ensemble des pièces requises, est déposé selon une modalité unique et en un lieu unique de dépôt.

Section II. Pièces jointes au dossier de candidature

I - Pièces obligatoires

Article 61. Le dépôt des listes est accompagné de la **déclaration individuelle** de candidature signée par chaque candidat.

La déclaration individuelle de candidature est signée par chaque candidat, que le siège à pourvoir soit un siège de titulaire ou de suppléant.

Article 62. Pour l'élection des représentants des usagers, les candidats chargent sur la plateforme de saisie des candidatures une copie lisible de leur **carte d'étudiant** ou, à défaut, un certificat de scolarité.

Article 63. Chaque candidature spécifie le **nom et les coordonnées d'un délégué**, qui est également candidat, afin de représenter la candidature au sein du comité électoral consultatif et pouvant être contacté par le service des affaires statutaires et juridiques en cas de difficulté liée à la recevabilité de la candidature.



II - Pièces facultatives

Article 64. Les candidats qui déposent les candidatures peuvent préciser leur **appartenance syndicale** ou le(s) soutien(s) dont ils bénéficient sur leurs déclarations de candidature et sur leurs programmes.

Toute déclaration d'appartenance à un syndicat ou de soutien d'une association est accompagnée de l'attestation officielle correspondante établie par le syndicat ou l'association concernée. Les attestations doivent être fournies au plus tard le 9 novembre 2023, 12h00.

Article 65. Les candidats qui le souhaitent peuvent déposer des **professions de foi**.

Elles sont déposées en ligne avec le dossier de candidature. Les professions de foi sont de format A4, en noir et blanc ou en couleur et font un maximum de deux pages.

Article 66. Les professions de foi des listes de personnels et des usagers sont consultables sur le site intranet de l'université et sur la plateforme de vote après authentification.

Section III. Rectification des candidatures par les candidats

Article 67. Aucune candidature ne peut être déposée, modifiée ou retirée après la date limite prévue pour le dépôt des candidatures.

Aucune disposition réglementaire ne permet de prendre en considération les démissions de candidats survenant après la date limite de dépôt des candidatures (CE, 17 juin 1988, Syndicat autonome des enseignants de médecine, publié aux tables Rec. Lebon page 805).

Article 68. Rien n'interdit qu'une liste soit modifiée après son dépôt sous réserve que cette modification intervienne avant la date limite de dépôt des listes.

Un candidat peut ainsi procéder au retrait de son nom d'une liste. Dans ce cas, le service des affaires statutaires et juridiques informe le délégué de liste afin de lui permettre de modifier la liste avant la date limite pour qu'elle demeure recevable.

Chapitre 2. Recevabilité des candidatures

Section I. Dispositions communes à toutes les candidatures

Article 69. Tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales sont éligibles au sein du collège auquel ils appartiennent.

Article 70. Nul ne peut siéger dans plus d'un des conseils centraux de l'université.

En conséquence, dans l'hypothèse où un candidat serait élu à la fois au conseil d'administration et au conseil académique (au sein de commission de la recherche ou de la commission de la formation et de la vie universitaire), il devra choisir dans quel conseil ou commission il souhaite siéger et démissionner de ses autres mandats.

Article 71. Le nombre de candidats présents sur une liste ne peut excéder le nombre de sièges à pourvoir. Seules les candidatures individuelles sont recevables en cas de scrutin uninominal.



Toutefois, pour l'élection des représentants des usagers, et compte tenu de l'élection de membres suppléants, le nombre maximum de candidats par liste est égal au double du nombre des sièges de titulaires à pourvoir. Si un seul siège de titulaire est à pourvoir, une liste de deux candidats au maximum est donc recevable. Le cas échéant, le scrutin demeure uninominal et la candidature n'a pas à respecter les conditions de recevabilité des listes de candidats (notamment, l'obligation d'alternance des sexes). En revanche, chaque candidat doit signer une déclaration individuelle de candidature.

Section II. Dispositions spécifiques aux listes de candidats

I - Ordre préférentiel

Article 72. Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

Article 73. Pour chaque représentant étudiant, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire.

La qualité de suppléant ou de titulaire s'apprécie au moment de la proclamation des résultats, les sièges de titulaires étant tous attribués avant les sièges de suppléants, dans l'ordre préférentiel de la liste de candidats déposée.

II - Alternance d'un candidat de chaque sexe sur les listes de candidatures

Article 74. Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Cette notion d'alternance n'entraîne pas une obligation de parité. Ainsi, la règle de l'alternance n'implique pas de prévoir un nombre pair de candidats sur une liste.

Article 75. Si l'obligation d'alternance des sexes dans les listes de candidats s'impose, il peut s'avérer impossible de respecter cette formalité.

Ainsi, une liste de candidats qui ne respecterait pas strictement l'alternance des sexes pourrait malgré tout être déclarée recevable en cas de preuve de cette impossibilité c'est-à-dire :

- Lorsque le vivier est constitué uniquement de personnes de même sexe. La formalité impossible est alors formellement constatée par le directeur de la composante ;
- Lorsque le vivier est mixte mais qu'il n'y a pas ou pas assez de représentants de l'un des deux sexes qui se portent candidats. Il appartient alors aux porteurs des listes concernées de faire la démonstration qu'ils ont fait toute diligence pour constituer des listes alternées sans résultat (attestations faites par les représentants des listes accompagnées d'éléments établissant la réalité des démarches entreprises, des copies des courriels ou des courriers qui ont pu être échangés avec les personnels ou usagers concernés ou tout autre élément justificatif).

Article 76. Le service des affaires statutaires et juridiques veille à ce que la théorie de la formalité impossible ne soit pas utilisée comme un moyen de détourner l'obligation d'alternance imposée par la loi.

III - Listes incomplètes

Article 77. Les listes de candidats peuvent être incomplètes dans tous les collèges.



Toutefois,

- Toutes les listes doivent être composées alternativement d'un candidat de chaque sexe ; les listes à un nom sont donc irrecevables (hors cas de la formalité impossible qui devra être prouvée, voir *supra*) ;
- Pour l'élection des représentants des usagers, les listes doivent comprendre un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir.

Article 78. Compte tenu de l'obligation d'alternance des sexes posée à l'article L719-1 du Code de l'éducation, les listes ne comportant qu'un seul nom sont, en principe, irrecevables.

Toutefois, de telles listes peuvent malgré tout être déclarées recevables sous réserve :

- de démontrer l'impossibilité de respecter l'alternance d'un candidat de chaque sexe comme indiqué *supra* ;
- de respecter par ailleurs le nombre minimum de candidats sur les listes.

Chapitre 3. Contrôles des candidatures opérés par l'administration

Section I. Contrôle de la régularité des candidatures

Article 79. Une liste de candidats ou une candidature individuelle qui n'est pas recevable au moment où elle est déposée ne peut pas être régularisée au-delà de la date limite de dépôt des candidatures.

Les porteurs de liste sont en conséquence invités à se rapprocher du service des affaires statutaires et juridiques pour toute question relative à la constitution de leur candidature.

Article 80. Les listes de candidats auxquelles ne sont pas jointes les déclarations individuelles de candidature ou pour lesquelles lesdites déclarations sont déposées après la date limite de dépôt des candidatures ne sont pas recevables.

La simple production des photocopies des cartes d'étudiant des candidats ne peut remplacer les déclarations de candidature (CAA Paris, 4 décembre 1990, n°90PA00501).

La déclaration de candidature doit être signée à peine d'irrecevabilité (TA Rennes, 7 mars 2002, Université de Bretagne-Sud, n°013703).

Section II. Contrôle de l'éligibilité des candidats

Article 81. Il appartient au service des affaires statutaires et juridiques de vérifier l'éligibilité des candidats au moment du dépôt des candidatures.

La présidente d'université ne peut pas laisser une liste de candidats irrégulièrement constituée se présenter aux élections sans qu'il soit porté atteinte à la sincérité du scrutin.

Article 82. En cas d'inéligibilité d'un candidat (candidat qui ne remplit pas les conditions pour se présenter à l'élection), le délégué de la candidature concernée en est informé et il lui est demandé qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inadmissible dans un délai maximum de deux jours francs à compter de la demande.



À l'expiration de ce délai, la présidente d'université rejette, par décision motivée, les candidatures qui ne satisfont pas aux conditions de recevabilité des candidatures.

Pour permettre une vérification de l'éligibilité des candidats et limiter les demandes de substitution de candidats après la date limite de dépôt des candidatures, les délégués sont invités à déposer celles-ci au plus tôt et au moins deux jours ouvrés avant le terme fixé pour le dépôt des candidatures.

Article 83. Afin de se prononcer sur les éventuelles difficultés rencontrées lors de l'examen de la recevabilité des candidatures, un comité électoral consultatif est prévu le 10 novembre 2023, 9h.

Il réunit des représentants de l'administration, des représentants des listes de candidats élus au conseil d'administration, les directeurs et les responsables administratifs et financiers des composantes concernées ainsi que les délégués des candidatures recevables.

Section III. Affichage des candidatures déclarées recevables

Article 84. Les candidatures enregistrées et déclarées recevables sont affichées à la présidence de l'université à Vannes au plus tard le 13 novembre 2023.

Elles sont mises en ligne sur intranet sur les pages du service des affaires statutaires et juridiques à la même date. Elles sont également disponibles sur la plateforme après authentification.

Chapitre 4. Campagne électorale

Article 85. La campagne électorale est ouverte à compter de la publication du présent arrêté.

L'université assure une stricte égalité entre les candidats concernant les moyens de communication accordés.

Article 86. La distribution de tracts est interdite dans les salles de cours et les amphithéâtres.

La communication est autorisée dans les bâtiments de l'université y compris pendant la durée du scrutin.

La propagande n'est pas autorisée dans les salles de cours, les amphithéâtres et les salles où sont installés les postes informatiques dédiés mis à disposition des électeurs.

Article 87. Les candidats (déclarés officiellement ou non) ont la possibilité de tenir des réunions lors de leur campagne électorale.

Le délégué de la candidature prend contact avec les services en charge de la réservation afin de réserver une salle pour chaque réunion. Le nombre de réservations de salles par candidat ou liste de candidats doit s'inscrire dans des limites raisonnables.

Les salles sont mises à disposition sous réserve des impératifs pédagogiques, des règles de sécurité et des horaires d'ouverture et de fermeture des bâtiments.

Toutes difficultés liées à l'accès aux salles de réunions lors de la campagne électorale doivent être signalées au directeur général des services.

Article 88. Tout représentant mandaté à cet effet par une organisation syndicale ou une candidature non syndicale a libre accès aux réunions ou opérations de campagne tenues par cette organisation à l'intérieur des bâtiments ou sur le campus de l'université même s'il n'appartient pas à l'université.



Dans tous les cas, la présidente de l'université doit être informée préalablement de la venue de ce représentant. Pour une présence à l'université les jours de scrutins, la présidente doit être informée au plus tard le 22 novembre 2023, 16h.

Cette information se fait par la voie d'un courrier électronique adressé au service des affaires statutaires et juridiques (sasj@listes.univ-ubs.fr) mentionnant les nom, prénom, qualité, établissement d'appartenance, adresse et dates de présence des personnes concernées.

Article 89. Tout délégué de candidature déposée et déclarée recevable peut demander à bénéficier auprès du service des affaires statutaires et juridiques de l'accès à une liste de diffusion lui permettant de s'adresser à son électorat.

Cette demande est adressée par courriel (sasj@listes.univ-ubs.fr) au plus tard le 22 novembre 2023, 16h.

Cet accès est mis à disposition par l'administration au plus tôt le 10 novembre 2023 et, si la demande est postérieure à cette date, au plus tard le jour ouvré suivant la demande avant 17h.

Les listes de diffusion sont fermées la veille de l'ouverture du scrutin à 16h.

TITRE IV. MODALITÉS DE VOTE

Chapitre 1. Opérations électorales par voie électronique

Article 90. Les élections sont organisées sous la forme exclusive d'un vote électronique respectant les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

La conception, la gestion et la maintenance du système de vote électronique sont confiées au prestataire LEGAVOTE (878 188 176 R.C.S. Lyon).

*Les électeurs sont appelés à voter sur la plateforme dédiée à l'adresse suivante
<https://univ-ubs.legavote.fr>.*

Section I. Bureaux de vote

Article 91. Un bureau de vote centralisateur est constitué pour surveiller les opérations de vote.

Il est composé d'un président et d'un secrétaire désignés par la présidente d'université :

- Présidente du bureau de vote centralisateur : Nathalie LESCOAT, Directrice des affaires statutaires et juridiques ;
- Secrétaire du bureau de vote centralisateur : Laure DARLEON, chargée des affaires statutaires et juridiques.

Le bureau de vote comprend également les délégués des candidatures à chaque scrutin qui sont invités, lors du dépôt de leur candidature, à confirmer leur présence à la réunion de scellement et au dépouillement (voir *infra*).

Article 92. Un bureau de vote électronique est constitué pour chaque scrutin.

Il est composé d'un président et d'un secrétaire désignés par la présidente d'université :



- Présidente du bureau de vote centralisateur : Nathalie LESCOAT, Directrice des affaires statutaires et juridiques ;
- Secrétaire du bureau de vote centralisateur : Laure DARLEON, chargée des affaires statutaires et juridiques.

Le bureau de vote comprend également les délégués des candidatures au scrutin concerné.

Article 93. Il est formellement interdit aux membres des bureaux de vote d'utiliser les informations auxquelles ils ont accès en leur qualité de membre d'un bureau de vote (notamment la liste d'émargement) pour inciter les électeurs à voter ou pour alimenter la propagande ou la campagne électorale.

Article 94. La composition nominative des bureaux de vote est précisée par arrêté de la présidente de l'université.

Section II. Scellement du système de vote

Article 95. Une réunion de scellement est organisée par visio-conférence avant le début des scrutins, soit le :

Lundi 27 novembre 2023, 10h

Lien pour accéder à la visioconférence :

<https://legavote.zoom.us/j/83731084256?pwd=UaL24EHsJTyzc6l7wUH9rF48E3jFsc.1>

La réunion de scellement marque le scellement des urnes. **À partir de ce scellement, aucune modification des listes électorales, de la configuration des votes ou des candidatures ne peut aboutir.**

Article 96. Avant le début du scrutin, le bureau de vote centralisateur procède à l'établissement et à la répartition des clefs de chiffrement, vérifie que les composantes du système de vote électronique ayant fait l'objet d'une expertise n'ont pas été modifiés et s'assure que les tests prévus ont été effectués.

Il vérifie également que les urnes sont vides, scellées et chiffrées et procède au scellement du système de vote, de la liste des candidats, de la liste des électeurs et des heures d'ouverture et de fermeture des urnes.

Article 97. Lors de la réunion de scellement, les membres des bureaux de votes présents sont invités à saisir à tour de rôle, une clé personnelle dont eux seuls ont connaissance.

Au moins 3 clés sont éditées par les membres du bureau de vote (a minima, une pour la présidente du bureau de vote et deux tiers de la totalité des clés aux délégués de liste). Le dépouillement est effectué par la combinaison d'au moins deux clés de chiffrement (dont celle de la présidente et celle d'au moins un délégué de liste).

Si plus de 6 personnes susceptibles d'obtenir une clé de chiffrement sont présentes lors de la réunion de scellement, une clé est attribuée à la présidente du bureau de vote et les 5 autres sont



attribuées à 5 volontaires disponibles lors du dépouillement désignés d'un commun accord entre les membres du bureau de vote.

A défaut de trouver un accord entre les membres du bureau de vote, un tirage au sort est effectué pour désigner les personnes qui obtiendront les 5 clés de chiffrement restant.

Section III. Procédure d'expression du droit de vote

Article 98. Chaque électeur reçoit, 15 jours avant le premier jour du scrutin, sur son adresse institutionnelle (@univ-ubs.fr ou @etud.univ-ubs.fr), des moyens d'authentification lui permettant de prendre part au scrutin.

Cet email contient également une notice détaillée sur le déroulé des scrutins et l'utilisation du système de vote.

Article 99. Pour prendre part au vote, l'électeur se rend sur la plateforme de vote accessible à l'adresse <https://univ-ubs.legavote.fr> puis s'identifie selon la procédure suivante :

- Saisie d'un identifiant généré aléatoirement par le système de vote transmis sur l'adresse institutionnelle de l'électeur ;
- Saisie, selon les cas, du numéro de matricule (pour les personnels) ou du numéro INE (pour les usagers) ;
- Saisie des 6 chiffres que composent un code à usage unique reçu par SMS ou serveur vocal.

En cas de l'impossibilité d'utiliser un téléphone, les électeurs peuvent envoyer une adresse email alternative au service des affaires statutaires et juridiques (sasj@listes.univ-ubs.fr) qui, après confirmation de son identité, permettra la réception du code secret par email.

Ces moyens d'authentification permettent au serveur de vérifier l'identité de l'électeur et de l'empêcher de voter plusieurs fois pour le même scrutin.

A cet égard, il est fortement conseillé aux électeurs de changer leur mot de passe de leur compte informatique UBS avant les élections s'ils ne le font pas régulièrement.

Article 100. Après connexion, l'électeur accède aux listes de candidatures. Il est invité à exprimer son vote. Le bulletin de vote apparaît clairement à l'écran et est modifiable avant validation.

La validation rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé.

Article 101. Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception.

Article 102. Le vote par procuration n'est pas autorisé par la réglementation en vigueur dans le cadre du vote par voie électronique.

Article 103. Le vote blanc est possible.

Section IV. Assistance de proximité et assistance technique

Article 104. Une cellule d'assistance de proximité et technique est mise en place afin de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.



Cette cellule comprend :

- Des agents de l'administration :
 - Laure DARLEON, chargée des affaires statutaires et juridiques, laure.darleon@univ-ubs.fr, 02 97 48 50 30 ;
 - Matthieu DELABARRE, Responsable Applications Métiers du Système d'Information, matthieu.delabarre@univ-ubs.fr, 02 97 01 70 27
- Des collaborateurs du prestataire :
 - Adrien BABORIER, Directeur Technique ;
 - Solène BONNIN, Cheffe de projet.

Article 105. La cellule d'assistance téléphonique du prestataire LEGAVOTE est également mise à disposition des électeurs dès l'envoi des identifiants de connexion et jusqu'à la clôture des urnes.

Cette cellule est joignable 7j/7 et 24h/24 au 04 28 29 19 09 (tapez 1).

Section V. Mise à disposition de postes informatiques

Article 106. Des postes informatiques sont mis à la disposition des électeurs afin de leur permettre de prendre part au scrutin tout en garantissant la confidentialité du vote.

Un poste est accessible en libre-service au sein de chaque campus universitaire entre 9h et 12h et entre 14h et 16h aux emplacements suivants :

- Lorient - Bibliothèque Universitaire - RDC - Entrée à droite
- Pontivy - Bâtiment B - salle 109
- Vannes - Bibliothèque Universitaire - RDC - à côté de la salle de formation.

Article 107. Tout électeur qui se trouverait dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance ou qui rencontrerait des difficultés à utiliser le service, peut se faire assister par un électeur de son choix sur les postes dédiés.

Section VI. Clôture du scrutin et dépouillement

Article 108. Dès la clôture du scrutin, le contenu des urnes, les listes d'émargement et les états courants générés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs dans des conditions garantissant la conservation des données.

Un temps limité est aménagé pour permettre aux électeurs connectés avant la clôture du scrutin de voter après l'heure de fin du scrutin.

Article 109. Le bureau de vote centralisateur contrôle, avant le dépouillement, le scellement du système.

Le dépouillement du scrutin est public et se fait via visio-conférence le mercredi 29 novembre 2023, 16h30.

Lien pour accéder à la visioconférence :

<https://legavote.zoom.us/j/83731084256?pwd=UaL24EHsJTyzc6l7wUH9rF48E3jFsc.1>

Le décompte des voix obtenues par chaque candidat ou liste de candidats apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.



Article 110. Le bureau de vote centralisateur contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Article 111. Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par la présidente du bureau de vote centralisateur.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats. Toutefois, la procédure de décompte des votes enregistrés doit pouvoir être déroulée de nouveau si nécessaire.

Chapitre 2. Modes de scrutin

Section I. Interdiction généralisée du panachage et du vote préférentiel

Article 112. Le vote préférentiel et le panachage sont interdits par la réglementation, pour les élections des personnels comme pour les élections des usagers.

Chaque électeur ne peut ainsi voter que pour une liste ou un candidat lorsqu'un seul siège est à pourvoir, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Section II. Scrutins de listes à un tour

I - Collèges concernés

Article 113. Sont concernés par les dispositions relatives aux scrutins de listes à un tour tous les collèges dont le nombre de sièges de titulaire à pourvoir est strictement supérieur à 1.

Article 114. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté DSEG**, les collèges suivants font l'objet d'un scrutin de liste à un tour :

- Le collège A (professeurs des universités et assimilés) ;
- Le collège B (autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés) ;
- Le collège des personnels BIATSS ;
- Le collège des usagers.

Article 115. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté LLSHS**, le collège des usagers fait l'objet d'un scrutin de liste à un tour.

Article 116. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté SSI**, les collèges suivants font l'objet d'un scrutin de liste à un tour :

- Le collège B (autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés) ;
- Le collège des usagers.

Article 117. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Vannes**, le collège des chargés d'enseignement fait l'objet d'un scrutin de liste à un tour.



Article 118. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Lorient-Pontivy**, les collèges suivants font l'objet d'un scrutin de liste à un tour :

- Le collège des professeurs d'université et personnels assimilés ;
- Le collège des autres enseignants-chercheurs et personnels assimilés ;
- Le collège des autres enseignants ;
- Le collège des chargés d'enseignement ;
- Le collège des personnels BIATSS ;
- Le collège des usagers.

Article 119. Au sein du **conseil de l'école de l'ENSIBS**, les collèges suivants font l'objet d'un scrutin de liste à un tour :

- Le collège A (professeurs des universités et assimilés) ;
- Le collège B (autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés) ;
- Le collège des personnels BIATSS ;
- Le collège des élèves ingénieurs.

II - Modalités d'attribution des sièges

Article 120. Les sièges des représentants des personnels et des usagers qui sont élus au scrutin de liste à un tour sont répartis à la proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage.

Article 121. Le nombre de voix attribuées à chaque liste est égal au nombre de bulletins recueillis par chacune d'elles.

Le nombre de suffrages exprimés est égal au total des voix recueillies par l'ensemble des listes au sein d'un collège électoral donné.

Article 122. Le quotient électoral est égal au nombre total de suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges à pourvoir dans le collège donné.

Pour l'élection des représentants des usagers, le quotient électoral est égal au nombre total de suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges de membres titulaires à pourvoir dans le collège donné.

Article 123. Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de ses suffrages obtenus contient de fois le quotient électoral.

Pour l'élection des représentants des usagers, chaque liste a droit à autant de sièges de membres titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Un suppléant est élu avec chaque membre titulaire élu.

Article 124. Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués successivement aux listes qui comportent les plus forts restes.

Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient électoral, ce nombre de voix tient lieu de reste.



Article 125. Lorsque plusieurs listes ont le même reste, le siège revient à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Lorsque le nombre de sièges attribués à une liste dépasse le nombre de candidats présentés par cette liste, les sièges excédant ce nombre ne sont pas attribués.

Article 126. Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation de la liste.

Pour l'élection des représentants des usagers, pour chaque liste, il est procédé dans la limite du nombre de sièges obtenus par celle-ci à l'élection des titulaires. Une fois tous les sièges de titulaires pourvus, il est procédé à l'élection d'un nombre égal de suppléants, dans l'ordre de présentation des candidats de la liste. Chaque membre suppléant ainsi désigné s'associe avec un membre titulaire dans l'ordre de présentation de la liste et ne peut siéger qu'en l'absence du titulaire qui lui est attribué.

Section III. Scrutins uninominaux à un tour

I - Collèges concernés

Article 127. Sont concernés par les dispositions relatives aux scrutins uninominaux à un tour tous les collèges dont le nombre de sièges de titulaire à pourvoir est égal à 1.

Article 128. Au sein du **conseil d'administration** de l'UBS, le collège des usagers fait l'objet d'un scrutin uninominal à un tour.

Article 129. Au sein du **conseil d'UFR de la Faculté LLSHS**, le collège des personnels BIATSS fait l'objet d'un scrutin uninominal à un tour.

Article 130. Au sein du **conseil d'institut de l'IUT de Vannes**, les collèges suivants font l'objet d'un scrutin uninominal à un tour :

- Le collège des autres enseignants ;
- Le collège des usagers.

II - Modalités d'attribution du siège

Article 131. Le siège du représentant des personnels et des usagers qui est élu au scrutin uninominal à un tour est attribué au candidat qui a obtenu le plus de voix au sein d'un collège électoral donné.

Pour l'élection d'un représentant des usagers, une fois le siège de titulaire pourvu, il est procédé à l'élection d'un suppléant, dans l'ordre de présentation des candidats de la liste. Ce membre suppléant ainsi désigné s'associe avec le membre titulaire et ne peut siéger qu'en l'absence de ce dernier.

Article 132. Le nombre de voix attribuées à chaque candidat est égal au nombre de bulletins recueillis par chacun d'eux.



Article 133. En cas d'égalité des suffrages entre deux ou plusieurs candidats arrivés en tête, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

TITRE V. DISPOSITIONS FINALES

Chapitre 1. Traitement de données personnelles

Article 134. Les données personnelles collectées lors des opérations électorales font l'objet d'un traitement automatique. Cela concerne les données suivantes :

- Nom, prénom ;
- Date de naissance ;
- Genre, titre ;
- Collège, catégorie, section ;
- Information secrète : numéro de matricule pour les personnels ou numéro INE pour les usagers ;
- Numéro de téléphone.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la personne dont les données personnelles sont collectées bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de mise à jour et d'effacement des informations la concernant, qu'elle peut exercer en s'adressant à dpo@univ-ubs.fr.

Article 135. Conformément à la loi « *informatique et libertés* » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi 6 août 2004, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, et la loi du 21 juin 2014 pour la confiance dans l'Économie Numérique, l'UBS s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel sont collectées et traitées pour les besoins du vote par voie électronique. La présidente de l'UBS est la responsable de traitement. La base légale du traitement repose sur le respect d'une obligation légale.

Toutes les données sont gardées en Europe. L'UBS s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de préserver la sécurité de ces informations et notamment qu'elles ne soient pas communiquées à des personnes non autorisées.

Article 136. L'établissement conserve sous scellés, pendant un délai de deux ans et dans les conditions fixées aux articles L212-2 et L212-3 du Code du patrimoine et au 5° de l'article 6 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée, les fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde. La procédure de décompte des votes doit, si nécessaire, pouvoir être exécutée de nouveau.

Au terme de ce délai de deux ans, sauf lorsqu'une action contentieuse a été engagée, l'établissement procède à la destruction des fichiers supports. Seuls sont conservés les listes de candidats avec déclarations de candidatures et professions de foi, les procès-verbaux de l'élection ainsi que les actes de nomination des membres des bureaux de vote.

Chapitre 2. Proclamation des résultats

Article 137. La présidente d'université proclame les résultats des scrutins dans les trois jours suivant la fin des opérations électorales.



La proclamation des résultats est immédiatement affichée à la présidence de l'université à Vannes. Elle est mise en ligne sur intranet sur les pages du service des affaires statutaires et juridiques à la même date.

Chapitre 3. Voies de recours contre les élections

Article 138. La commission de contrôle des opérations électorales connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par la présidente de l'université ou par le Recteur, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats du scrutin.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats.

Elle statue dans un délai de quinze jours.

Article 139. Tout électeur ainsi que la présidente d'université et le Recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif de Rennes. Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales.

Il statue dans un délai maximum de deux mois.

Chapitre 4. Publication et exécution

Article 140. Le présent arrêté fait l'objet d'une publicité dans les conditions définies par la délibération n°75-2015 du conseil d'administration du 10 juillet 2015.

Article 141. Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Virginie DUPONT

